



Communauté de travail
Swissaid • Action de Carême
Pain pour le prochain
Helvetas • Caritas • Eper

Monbijoustrasse 31 • Case postale • CH-3001 Berne
Tel. +41 31 390 93 30 • Fax +41 31 390 93 31
mail@swisscoalition.ch • www.swisscoalition.ch

Conférence de presse « Non à la guerre contre l'Irak »
Berne, le 30 janvier 2003

Empêcher une catastrophe humanitaire

Jürg Krummenacher,
membre du Comité directeur de la Communauté de travail Swissaid •
Action de carême • Pain pour le prochain • Helvetas • Caritas • Eper;
directeur de Caritas Suisse

Mesdames, Messieurs,

Vous êtes peut-être surpris que la Communauté de travail des grandes organisations d'entraide vous convie à une telle réunion. C'est que la situation est dramatique. Les conditions qui prévalent aujourd'hui au Proche-Orient sont extrêmement dangereuses, au même titre que la politique extérieure menée par le gouvernement américain. Si, dans le monde entier et aux Etats-Unis, des centaines de milliers de personnes protestent publiquement contre la guerre, cela peut inciter les gouvernements à tenter de raisonner Georges Bush et son équipe. Nous espérons parvenir éventuellement de cette manière à empêcher une guerre et une catastrophe humanitaire.

De tous les arguments en faveur d'une guerre, la nécessité de libérer le peuple irakien d'une terrible dictature est celui qui peut paraître le plus évident.. En réalité, c'est aussi l'argument le plus illusoire: la planète héberge en effet diverses „populations irakiennes“ qu'il faudrait libérer et qui apprécieraient de recevoir le soutien de forces démocratiques dans leur lutte contre leurs tyrans. Mais le plus souvent, ces dictatures sont amies de la plus grande puissance du globe : les Etats-Unis. Saddam était, lui aussi, un ami de « l'oncle Sam », tant qu'il s'agissait de faire obstacle à l'Iran. Tous ces hommes forts – Pol Pot, les Talibans ou Saddam précisément – sont devenus plus puissants en profitant de l'amitié que leur ont proposée les Etats-Unis ou telle nation européenne. Ils pourraient être privés de leur pouvoir plus délicatement et plus durablement que par une guerre si, par exemple, la politique extérieure des puissances occidentales était moins dictée par la satisfaction agressive, et souvent sans discernement, de leurs propres intérêts. Mais malheureusement cette tendance de la politique extérieure

occidentale, américaine surtout, s'est encore renforcée depuis le 11 septembre 2001.

Après 1989, beaucoup espéraient révolue l'époque où chaque « ennemi de l'ennemi », aussi singulier soit-il, se muait en ami géostratégique. Dans la coopération internationale au développement, le dogme de la bonne gestion des affaires publiques est devenu la condition clé de l'aide au développement. Pour les organisations d'entraide, les gouvernements devraient être jugés à l'aune des progrès accomplis en matière de droits politiques et sociaux en faveur de leurs populations. Nous devons rétroactivement constater que cette politique dite de *good governance* n'est mise en œuvre que de façon sélective et souvent opportuniste. On applique ce critère d'abord aux pays qui n'importent ni aux Etats-Unis ni aux anciennes puissances coloniales européennes. Certains s'en tirent sans dommage - même s'ils foulent aux pieds les droits de l'homme - parce qu'ils présentent une utilité „géostratégique“ ou économique. Finalement, au Proche-Orient justement, des amis de la période de la guerre froide ont continué à être dorlotés sans qu'on envisage une sérieuse révision de la politique à leur égard.

Le gouvernement Bush déclare aujourd'hui une guerre sans limites – chronologiques et géographiques – au terrorisme. Ce mode opératoire met en question les rares avancées démocratiques réussies dans les années nonante. Les dictatures „anti-islamistes“ d'Asie centrale ne sont dès lors pas seules à devenir de fidèles alliées. Les nations qui ont accompli quelques timides progrès démocratiques, comme les Philippines ou la Colombie, estiment à nouveau possible et souhaitable – avec la bénédiction des Etats-Unis d'Amérique – d'opter pour une solution militaire de leurs problèmes sociaux ou ethniques non résolus. Une telle approche aura surtout pour effet de miner la démocratie dans ces pays.

Nous sommes contre la guerre non seulement parce que aucun argument de droit international ne peut la justifier, mais encore parce qu'elle occasionnera une catastrophe humanitaire en Irak. La population irakienne souffre tant des sanctions prises à son égard depuis plus d'une décennie qu'elle n'est pas en mesure de satisfaire ses besoins de base en matière d'alimentation, de santé et d'éducation. Les experts de l'ONU estiment qu'une attaque fera 500 000 blessés et cinq millions de réfugiés. L'anéantissement du système de distribution d'eau et des installations d'épuration des eaux usées occasionnera des épidémies de choléra et de typhus, par exemple. Mais les bombardements détruiront aussi les infrastructures du pays: routes, voies ferrées, ponts, lignes électriques, etc.

Nous ne sommes pas des entreprises humanitaires de réparation, appelées à atténuer les catastrophes quand la politique échoue. En tant qu'organisations d'entraide, nous entendons contribuer à la paix et au développement.